

# FACE À L'« ÉTAT ISLAMIQUE » | APRÈS LA REPRISE DE KOBANÉ, LE RETOUR DE LA QUESTION KURDE



En reprenant Kobané à l'« Etat islamique », le 27 janvier dernier après de violents et terribles combats, les Peshmergas ont remis la question kurde sur le devant de la scène internationale. Pour eux, cette lutte est bien sûr d'abord une réponse à une menace sanglante, mais c'est aussi une opportunité historique. Les enjeux de cette nouvelle guerre au Moyen-Orient sont multiples. Ils mettent les Occidentaux et leurs alliés, la Turquie en premier lieu, face à de lourds dilemmes géopolitiques. Pendant depuis les années 1920, la question kurde ressurgit avec force et s'impose à l'Occident. Le fait d'armer et de soutenir les Kurdes pourrait avoir de lourdes implications géopolitiques : la séparation du Kurdistan irakien de l'État central, le soutien aux Kurdes de Syrie en lutte contre l'« État islamique », le changement de posture vis-à-vis du PKK réclamé par certains, voire l'organisation d'un vaste État kurde et la mise en péril de l'alliance avec la Turquie. Décryptage...

« La sainteté ne vient ni du turban,  
ni de la barbe, mais du cœur »

Proverbe kurde

Quatre mois de combats sanglants ponctués de frappes aériennes de la coalition internationale ont fini par avoir raison de l'offensive de l'« État islamique » sur la ville kurde de Kobané : les combattants djihadistes en ont été chassés le mardi 27 janvier 2015, laissant derrière eux, comme à l'accoutumée, ruines et désolation. Cette bataille urbaine, qui passera sûrement à la postérité comme un exemple supplémentaire des « guerres urbaines » (1) aux côtés des Grozny, Mogadiscio, Bagdad ou Sarajevo, pourrait également constituer un tournant symbolique et politique de taille pour l'évolution de la question kurde. Si cet événement ne marque certainement pas le début de la fin de l'« État islamique », c'est tout de même la première fois que des Kurdes du PYD (Parti de l'Union Démocratique, Kurdes de Syrie), du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) et des Peshmergas de la région autonome kurde d'Irak se battent ensemble contre un ennemi commun, à quelques encablures de la frontière avec la Turquie, pays sans doute le plus inquiet des nouvelles dynamiques kurdes suscitées par le(s) chaos syro-irakien(s).

En effet, dès les premiers jours de l'offensive des combattants de l'« État islamique » en Irak, les Kurdes, et leurs combattants, les Peshmergas, se sont retrouvés en première ligne sur le terrain et ont surgi sur le devant de la scène. En effet, le 14 juin 2014, le Président de la région du Kurdistan irakien Massoud Barzani annonçait qu'« afin de protéger le peuple du Kurdistan et ses groupes ethniques et religieux ainsi que son gouvernement, les forces des Peshmergas ont été déployées dans toutes les zones abandonnées par l'armée irakienne » (2). Ainsi, les Kurdes d'Irak prenaient le contrôle de Kirkouk, « la Jérusalem kurde » (3), entre autres. Ils ont donc profité de la déliquescence de l'État irakien, suite à l'offensive de l'« État islamique », pour étendre leur sphère d'influence au-delà des frontières reconnues du Kurdistan irakien autonome.

En effet, les craintes de nettoyage ethnique de la ville par les djihadistes étaient fortes et ont justifié cet engagement pan-kurde ainsi que celui de la coalition internationale par la voie aérienne (sur le modèle des opérations menées à Benghazi en Libye en 2011). Prépondérants dans les opérations de combat au sol, les Kurdes, bien qu'inégalement entraînés et équipés, sont de farouches combattants. Pour eux, cette lutte est une réponse à une menace sanglante, mais aussi une opportunité historique. Les enjeux de cette nouvelle guerre au Moyen-Orient sont multiples. Ils mettent les Occidentaux et leurs alliés, la Turquie en premier lieu, face à de lourds dilemmes géopolitiques. Pendant depuis les années 1920, la question kurde ressurgit avec force et s'impose à l'Occident. Le fait d'armer et de soutenir les Kurdes pourrait avoir de lourdes implications géopolitiques : la séparation du Kurdistan irakien de l'État central, le soutien aux Kurdes de Syrie en lutte contre l'« État islamique », le changement de posture vis-à-vis du PKK réclamé par certains (4), voire l'organisation d'un vaste État kurde et la mise en péril de l'alliance avec la Turquie.

---

(1) A. Tisseron, *Guerres urbaines*, Economica, Paris, 2007.

(2) Peshmerga-Agencies, "President Barzani: Peshmerga in Areas Abandoned by Iraqi Army", 14 juin 2014, disponible sur [http://mope.krq.org/detail\\_articals-e.php?id=12860&z=1&l=3](http://mope.krq.org/detail_articals-e.php?id=12860&z=1&l=3).

(3) A. Kaval, « Dans Kirkouk, la Jérusalem kurde », *Le Monde diplomatique*, juillet 2014, disponible sur <http://www.monde-diplomatique.fr/2014/07/A/50613>.

(4) A. de Montesquiou, « Pourquoi il faut être cohérents avec les Kurdes et faire sortir le PKK de la liste des organisations terroristes », *Rojbas*, 15 novembre 2014, disponible sur <http://www.rojbas.org/2014/11/15/aymeri-de-montesquiou-pourquoi-il-faut-etre-coherents-avec-les-kurdes-et-faire-sortir-le-pkk-de-la-liste-des-organisations-terroristes/>.

## | Qui sont les Peshmergas ?

Le Peshmerga est « celui qui va au-devant de la mort ». Les Peshmergas sont les unités combattantes du mouvement nationaliste kurde en Irak, en lutte contre les pouvoirs autoritaires qui se sont succédés avant 2003. De ce fait, ils constituent l'institution la plus respectée des Kurdes d'Irak (5). Au sens le plus restreint mais aussi le plus neutre, les Peshmergas sont les forces de sécurité du Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK) en Irak. Le GRK dispose d'institutions de sécurité importantes et structurées englobant les forces militaires proprement dites (les fameux Peshmergas), des forces de police et des services secrets (*Parastin u Zanyari*, c'est-à-dire littéralement Protection et Information).

Le terme et la réalité du Peshmerga reflètent l'histoire tumultueuse du mouvement national kurde, non seulement en Irak, mais au-delà. En effet, certains font remonter la genèse de ce terme aux combattants de l'expérience ratée de la République kurde de Mahabad en 1946 en Iran, alors que d'autres affirment que ce mot est né dans l'Irak des années 1960. Si en général, le terme de Peshmerga est utilisé pour qualifier les forces des deux grands partis kurdes irakiens, l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) et le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), Jalal Talabani (chef de l'UPK) lui-même pense que les combattants kurdes du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, né en Turquie dans les années 1970) sont également des Peshmergas car ils combattent également pour la libération du Kurdistan.

Ajoutant à la confusion sémantique, les deux grands partis kurdes irakiens précédemment cités, ont décidé en 2003, de produire un document conjoint dans lequel ils définirent le Peshmerga comme « un combattant loyal habité par des principes révolutionnaires honorables et prêt à se sacrifier pour la défense du territoire kurde ». Cette définition extrêmement large étant assez contradictoire avec leurs pratiques dans les faits puisque ces partis ont apporté une structure qui a radicalement changé la situation et les formes de la lutte militaire kurde.

En effet, au XIXe siècle et durant la première moitié du XXe siècle, la lutte militaire kurde prenait la forme de petits groupes de partisans pratiquant la guérilla et obéissant à des structures tribales lignagères (avec à leur tête des *aghas*) ou religieuses (avec à leur tête des *sheikhs*). Depuis lors, les troupes kurdes ont évolué vers des formations plus larges et mieux organisées selon des lignes régulières, rémunérées, marquant le début d'un long mouvement d'unification (6) des Peshmergas en une force de sécurité d'« État ». En somme, les Peshmergas sont des combattants de type « partisans » qui, parallèlement aux évolutions politico-institutionnelles connues par le Kurdistan irakien, se sont progressivement mués en soldats réguliers.

Si leur nombre reste sujet à caution, il semblerait qu'il n'ait cessé d'augmenter au cours des dernières décennies : on comptait dans les rangs du PDK de Barzani environ 50 000 à 60 000 Peshmergas auxquels s'ajoutaient environ 50 000 combattants irréguliers. L'UPK comptait 10 000 combattants au milieu des années 1980, après l'opération Anfal menée par l'armée irakienne, et dont le massacre d'Halabja reste l'emblème la plus tragique (7). La succession de guerres en Irak, les troubles socio-économiques durables qui en ont découlés, ont augmenté le nombre de Peshmergas au fil des années, l'emploi dans les structures des partis procurant une source minimale et relativement stable de revenus. Cela marquait une rupture avec la tradition de volontariat, qui semble d'une certaine manière faire son retour avec la mobilisation actuelle des populations kurdes dans la lutte contre l'« État islamique ».

Il y aurait aujourd'hui, UPK et PDK confondus, entre 120 000 et 200 000 à 250 000 Peshmergas (8). Pour autant, un journaliste d'Al Jazeera cite le chiffre de 30 000 « soldats à plein temps » (9), dont quelques

(5) Sur tous les développements qui suivent, voir D. P. Chapman, « Security forces of the Kurdistan Regional Government », USAWC, 2009, p. 37.

(6) Il ne faut pas oublier que des dynamiques de fragmentation existent également chez les Kurdes et que ces deux grands partis se sont livrés à une véritable guerre civile entre 1994 et 1998. Voir B. Adlig, « Le Kurdistan irakien », *Hérodote*, 2007/1, n°124, pp. 155-172, disponible sur [http://www.cairn.info/zen.php?ID\\_ARTICLE=HER\\_124\\_0155](http://www.cairn.info/zen.php?ID_ARTICLE=HER_124_0155).

(7) En mars 1988, environ 5000 Kurdes auraient péri dans des bombardements chimiques perpétrés par le régime baasiste de Bagdad.

(8) Voir J. Licourt, « Les Peshmergas, ces combattants kurdes qui 'vont au-devant de la mort' », *LeFigaro.fr*, 19 août 2014, disponible sur <http://www.lefigaro.fr/international/2014/08/18/01003-20140818ARTFIG00251-les-peshmergas-ces-combattants-kurdes-qui-vont-au-devant-de-la-mort.php> et D. Schmid, « Les Kurdes face à leur destin », *Politique Internationale*, n°145, automne 2014, p.94.

(9) S. Salhy, « Our priority is to arm the Peshmerga », *AlJazeera.com*, 28 octobre 2014, disponiblesur<http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2014/10/priority-arm-peshmerga-20141027764994436.html>.

centaines de troupes d' « élite », soulignant, certainement à raison, que la grande majorité des Peshmergas passe davantage de temps à travailler dans le civil qu'en uniforme.

Difficile donc d'évaluer les forces kurdes qui combattent actuellement l'« État islamique » avec précision, d'autant plus qu'il faut également tenir compte des forces kurdes de Syrie (se battant essentiellement sous la bannière de la branche armée du PYD (Parti de l'Union démocratique), le YPG (Unités de protection du peuple), qui regrouperaient selon les sources, entre 30 et 40 000 combattants (10). En synergie limitée à Kobané, où des Peshmergas ont pu entrer le 31 octobre, avec l'accord des autorités turques, les combattants kurdes de Syrie et d'Irak ont défaits les djihadistes (qui y auraient laissés entre 1000 et 2000 morts) (11) avec l'aide des avions de la coalition.

## | Les Peshmergas contre l'« État islamique »

L'émergence et la montée en puissance de l'« État islamique » durant l'été 2014 ont introduit une rupture stratégique majeure dans la région, que personne n'a été en mesure d'anticiper. Mélange de jeux dangereux, de complaisance dissimulée et d'erreurs politiques successives de l'ensemble des acteurs de la région (Kurdes compris) (12) et des États occidentaux (13), ce groupe djihadiste a su s'imposer sur de larges portions de territoires dont les gouvernements irakien et syrien, délégitimés ou engagés dans une féroce répression, ont perdu le contrôle. Il apparaît clairement que les populations kurdes se sont trouvées militairement démunies et surprises face à ce nouvel ennemi inédit (14) qui fait peser une menace majeure sur les populations kurdes et autres (Yézidis –qui sont également des Kurdes-, Chrétiens, Turkmènes, etc.) de part et d'autre de la frontière syro-irakienne. On a donc assisté à une véritable « redéfinition de l'inimitié dans l'espace kurde » (15) amenant les Kurdes à renouer avec la guerre, progressivement délaissée au cours des quinze dernières années. Le Kurdistan irakien, par exemple, plus stable que le reste du pays, et entretenant des relations politiquement amicales avec le voisin turc, partage désormais plus de 1450 km de « frontières » avec des territoires contrôlés par l'« État islamique » qui s'apparentent à un véritable front.

Si les Kurdes entretenaient auparavant des relations variables et instables avec les quatre États majeurs de la région sur les territoires desquels ils sont dispersés, l'« ennemi » était bien identifié : la Turquie, l'État syrien (au sein duquel les Kurdes n'étaient que des citoyens de second rang et marginalisés), l'État irakien (avec lequel les relations ont été violentes et demeurent ambivalentes) ou la République islamique d'Iran (16). Avec l'« État islamique », les Kurdes doivent faire face à un nouvel ennemi d'une grande sauvagerie, dont ils condamnent les pratiques et les références idéologiques extrémistes. Cette menace djihadiste, par la violence et l'ensauvagement qu'elle déploie, apparaît désormais comme une menace existentielle pour l'ensemble des Kurdes de Kobané à Erbil (17). De plus, on observe une affirmation en miroir de l'identité

(10) H. Mesud, « Reportage : sur le front syrien, les combattantes kurdes affrontent l'EIL », *France 24.com*, 07 août 2014, disponible sur <http://observers.france24.com/fr/content/20140806-syrie-combattantes-kurdes-djihadistes-eil-kurdistan-syrien-etat-islamique>.

(11) L. Imbert, « L'État Islamique sort-il affaibli de la bataille de Kobané ? », *Le Monde*, 31 janvier 2015, disponible sur [http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/01/31/l-etat-islamique-sort-il-affaibli-de-la-bataille-de-kobane\\_4567515\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/01/31/l-etat-islamique-sort-il-affaibli-de-la-bataille-de-kobane_4567515_3218.html).

(12) D'après le chercheur au CNRS Pierre-Jean Luizard, les dirigeants kurdes « n'ont pas toujours été ce rempart contre les djihadistes que l'on veut faire valoir aujourd'hui. Je le sais de sources sûres, il y a bien eu un marché entre les Kurdes et l'État islamique qui prévoyait le partage des territoires conquis sur l'armée irakienne les Kurdes s'octroyant une partie des territoires disputés et Kirkouk, et les djihadistes ayant Mossoul et d'autres territoires. A partir de juillet, au moment où l'avancée des djihadistes vers Bagdad a été arrêtée par les milices chiites et l'armée, les djihadistes ont rendu les Kurdes responsables de l'échec de leur plan commun de prendre Bagdad en tenaille, et l'accord a été dénoncé. Il y a eu une convergence d'intérêts manifeste avant que les deux protagonistes n'en viennent à se combattre. », voir <http://alencontre.org/moyenorient/irak/les-djihadistes-de-letat-islamique-ont-applique-en-irak-la-politique-deja-pratiquee-en-syrie.html>.

(13) D. Bauchard, *Le Moyen-Orient face à Daech. Défis et ripostes*, Note de l'IFRI, Octobre 2014, pp. 6-9.

(14) Inédit car les Kurdes ont toujours eu l'habitude de se battre contre de multiples ennemis, mais ceux-ci étaient d'essence étatique alors que l'« État islamique » est un acteur armé non étatique doublé d'un groupe terroriste d'une nature et d'une ampleur jamais connue auparavant.

(15) Propos d'Hamit Bozarslan lors de la conférence « Kurdistan(s) » de l'IREMMO, Paris, 22 octobre 2014.

(16) Au sein de laquelle les Kurdes sont à la fois une minorité ethno-linguistique et surtout religieuse (les Kurdes sont sunnites dans ce pays où le chiisme est la religion d'État depuis 1501).

(17) D'après F. Balanche, « L'inexorable progression de l'État islamique », *Libération*, 2 octobre 2014, disponible sur [http://www.liberation.fr/monde/2014/10/02/l-inexorable-progression-de-l-etat-islamique\\_1113609](http://www.liberation.fr/monde/2014/10/02/l-inexorable-progression-de-l-etat-islamique_1113609) : « L'État islamique, tout comme

kurde par rapport à cet ennemi : en opposition au mépris total des femmes de l'« État islamique » à la destruction et au meurtre de tous ce qui ne s'inscrivent pas dans leur vision de l'islam, les Kurdes exaltent leurs combattantes (18) et soulignent leur bienveillance et la protection qu'ils accordent aux minorités persécutées en Irak (19). Si ces éléments comportent sans nul doute une part de réalité, on ne peut nier le fait qu'ils sont largement instrumentalisés politiquement afin d'infuser dans l'opinion publique mondiale une image idéalisée des Kurdes (forcément blanche en miroir du noir dont se drapent les djihadistes), augmentant ainsi la légitimité de leur combat et de leur objectif jamais abandonné de constituer un État indépendant et souverain (20).

Sur le terrain, les Kurdes se battent contre les djihadistes depuis un certain temps, en particulier en Syrie. Dès la fin de l'année 2012, de violents combats ont commencé à opposer les groupes djihadistes aux militants kurdes, déjà aux alentours de Kobané, s'aggravant progressivement pour atteindre une sorte de « guerre totale » durant l'été 2013, suite à l'assassinat de Isa Huso (figure politique éminente du Kurdistan syrien) et à une vague d'exactions des djihadistes contre les civils kurdes. Dès lors, les liens politiques mais également socio-économiques ont commencé à se renforcer de part et d'autre de la frontière. Massoud Barzani avait menacé de faire intervenir les Peshmergas d'Irak pour protéger les Kurdes de Syrie, le PKK s'est impliqué plus fortement aux côtés des Kurdes d'Irak et de Syrie, « et même le PJAK (le mouvement indépendantiste kurde iranien, proche du PKK) a annoncé qu'il était prêt à envoyer des combattants en Syrie pour défendre la cause de ses frères » (21). Aujourd'hui, compte tenu des nouvelles réalités sur le terrain imposées par les offensives de l'« État islamique » en Irak et en Syrie, il n'y a plus qu'un théâtre d'opération, aussi bien pour les djihadistes que pour les Kurdes ou encore les Iraniens (et même pour les avions de la coalition). Cela signifie que les combattants de toutes allégeances et obédiences traversent les frontières (en particulier entre l'Irak et la Syrie) avec une facilité sans précédent. *De facto*, tous les Kurdes sont impliqués directement ou indirectement dans la lutte contre l'« État islamique », jusqu'à ceux de la diaspora (22), ce qui a sans nul doute grandement contribué à revivifier le nationalisme kurde et à enclencher des dynamiques transnationales (23), alors que depuis 15 ans, la tendance était plutôt à une autonomisation des « quatre Kurdistan » les uns par rapport aux autres. Pourtant, il faut d'emblée nuancer cette idée de convergence, car si on constate indéniablement une autonomisation des entités territoriales kurdes au sein de leurs États respectifs, elle « se fait selon des modes institutionnels et politiques différents, parfois instables » (24).

---

dans le passé les régimes baasistes, profite du sentiment antikurde, menant à leur encontre une stratégie très claire d'épuration ethnique. Qu'importe si les Kurdes sont sunnites, leur islam n'est pas jugé sincère par Al-Baghdadi ».

(18) Voir T. Khalil, « Contre l'État Islamique, des combattantes kurdes, kalachnikov en main », *Courrier International*, 28 octobre 2014, disponible sur <http://www.courrierinternational.com/article/2014/10/28/contre-l-etat-islamique-des-combattantes-kurdes-kalachnikov-en-main> et D. Darmency et C. Desloire, « Les femmes peshmergas, héroïnes trompeuses de la société kurde », *Slate.fr*, 9 octobre 2014, disponible sur <http://www.slate.fr/story/92691/kurdistan-irakien-femmes-peshmergas>.

(19) "We, Kurds should be more open today towards our brothers --Turkmen, Arabs Christians and all the other religions and sects", citation du Président du Kurdistan irakien Massoud Barzani sur le site officiel des Peshmergas ([http://mope.krg.org/detail\\_articals\\_e.php?id=12901&z=1&l=3](http://mope.krg.org/detail_articals_e.php?id=12901&z=1&l=3)), qui montre bien que les Kurdes ont fait de cette protection des minorités, un élément majeur de leur communication vis-à-vis de l'étranger.

(20) Même si les Kurdes entretiennent un rapport ambivalent avec l'idée même d'État du fait des aliénations infligées par ceux au sein desquels ils ont été contraints d'évoluer, le rêve d'un grand État kurde demeure un « élément fondamental de l'imaginaire politique local », selon D. Schmid, *op.cit.*, p. 90.

(21) A. Rodier, *Syrie : guerre ouverte entre Kurdes et salafite-djihadistes*, Note d'actualité n°324 du CF2R, Août 2013, disponible sur <http://www.cf2r.org/images/stories/notesactualite/na-324.pdf>.

(22) J. Kamel, « Kurdes, ils quittent l'Europe pour rejoindre les Peshmergas », *L'Orientlejour.com*, 8 octobre 2014, disponible sur <http://www.orientlejour.com/article/890099/kurdes-ils-quittent-leurope-pour-rejoindre-les-peshmergas.html>.

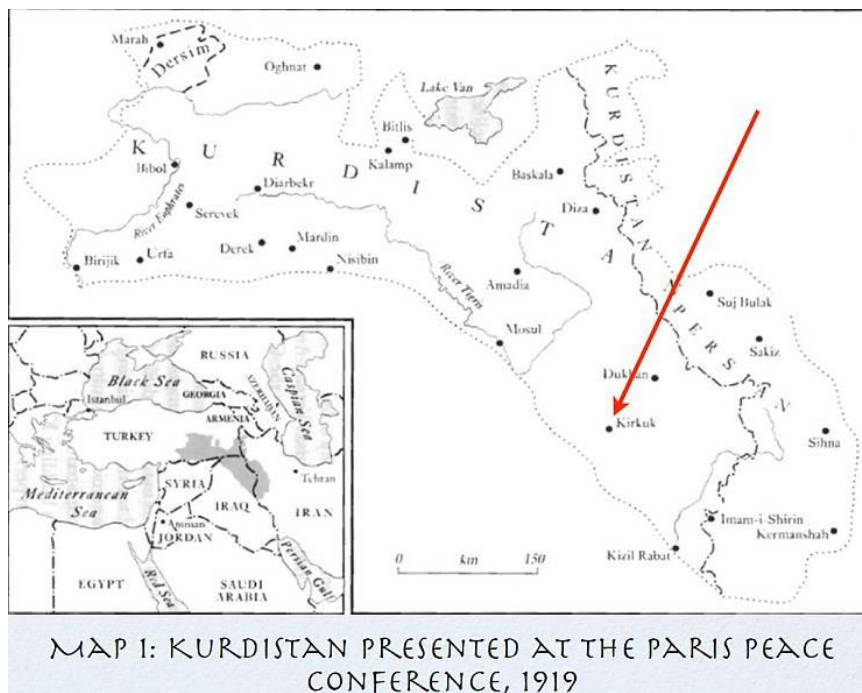
(23) Le 12 novembre 2013, les Kurdes de Syrie ont annoncé la création d'une administration autonome de transition dans les trois zones d'Afrine au nord-ouest d'Alep, de Kobané et de la Djezireh (nord-est). Voir C. Roussel, « Le cavalier seul des Kurdes de Syrie », *OrientXXI*, 27 mars 2014, disponible sur <http://orientxxi.info/magazine/le-cavalier-seul-des-kurdes-de-0553>.

(24) D. Schmid, *op. cit.*, p. 91.

## | D'une conférence de Paris à l'autre : l'État kurde en suspens

Le délitement de l'Irak et de la Syrie et l'apparition d'un ennemi (l'« État islamique ») que l'opinion publique internationale et un certain nombre de dirigeants considèrent comme absolu et irréductible, ont donc incontestablement amplifié la dynamique kurde. Non pas que la question kurde n'existait plus, mais de fait, les États de la région avaient jusque-là toujours réussi à la « gérer », parfois à travers d'âpres négociations, souvent par la répression et la guerre (25), quand ils ne l'instrumentalisaient pas contre leur voisin (voir les relations Irak-Iran et Syrie-Turquie).

C'est au retour du refoulé que nous assistons aujourd'hui. C'est en 1919, lors de la Conférence de paix de Paris, au lendemain de la Grande Guerre, que la question kurde fut abordée pour la première fois sur le plan international. Dans les tractations diplomatiques qui eurent alors cours, notamment entre la France et la Grande-Bretagne au sujet de la division de l'Empire Ottoman, l'autonomie des provinces kurdes avec à terme la création d'un État kurde indépendant furent évoquées. Le 6 février 1919, la Conférence a accueilli Sharif Pasha Khandan, représentant kurde, venu plaider la cause d'un État national kurde. Pourtant, la question fut ajournée et l'article 22 du Pacte de la Société des Nations, sur l'établissement de mandats au Moyen-Orient, ne fit pas mention d'un État kurde. Alors que le traité de Sèvres (1920) avait prévu un statut d'autonomie kurde, le traité de Lausanne (1923) entérina les rapports de force issus de la guerre d'indépendance turque (la victoire de M. Kemal en Asie mineure) et les arbitrages franco-britanniques dans la région, faisant ainsi fi des Kurdes.



Source | <http://www.politicalforum.com/middle-east/>

Depuis lors, il n'y a plus eu de conférence de grande ampleur entre les États issus de cette période, chacun évoluant différemment, et il en allait de même pour les populations kurdes vivant sur leurs territoires respectifs. La conférence internationale pour la paix et la sécurité en Irak qui a eu lieu à Paris le 15

(25) H. Bozarslan, *Conflit kurde. Le brasier oublié du Moyen-Orient*, Éditions Autrement, Paris, 2009.

septembre 2014 (26), si elle ne concerne pas directement la question kurde, révèle les ambivalences des uns et des autres et la complexité de la situation sur le terrain. Et elle s'inscrit dans un contexte où les frontières négociées dans le prolongement des accords Sykes-Picot perdent de leur réalité face aux menées djihadistes et kurdes.

Si les Kurdes du nord de l'Irak semblent « avoir relancé leur projet d'indépendance » (27), il n'en demeure pas moins institutionnellement lié à l'État irakien. Et en dépit d'un net refroidissement entre le Gouvernement Régional du Kurdistan et Bagdad, les Kurdes continuent de naviguer habilement entre « ré-irakisation » et « kurdistanisation », pour reprendre les termes d'Hamit Bozarslan. En effet, les Kurdes d'Irak s'affirment comme une composante de la société irakienne (d'ailleurs, l'actuel président irakien est le Kurde Fouad Massoum), mais ils s'affirment aussi comme composante de l'espace kurde à l'échelle du Moyen-Orient. Preuve que les Kurdes d'Irak, sans doute pour des raisons essentiellement financières, ne sont pas tout à fait prêts à se « désirakiser », un accord a été récemment signé entre le gouvernement irakien et le GRK sur le salaire des fonctionnaires et les exportations pétrolières (28).

Malgré cet accord, il semble que sur le long terme, le choix occidental d'armer (et de former) les Peshmergas pose inévitablement la question de leur degré d'autonomie vis-à-vis de Bagdad, voire celle de leur indépendance (29). Or, les États de la coalition, dont la France, souhaitent la conservation de l'État irakien tel qu'il existe aujourd'hui, alors que les Kurdes, au vu de leurs actions sur le terrain voient à l'évidence plus loin que la simple lutte contre l'« État islamique » qui s'est imposée à eux du fait de la débandade de l'armée irakienne en juin 2014. Du fait des antécédents historiques et de ces dernières évolutions, la méfiance demeure entre État irakien et gouvernement autonome kurde d'une part, Kurdes et Arabes sunnites d'autre part, de telle sorte que les visions du futur divergent totalement.

Cette contradiction entre le soutien logistique et militaire apporté aux Kurdes et le soutien militaire et politique du gouvernement central irakien, lié à la complexité de la situation, porte en elle les germes d'un conflit futur : en effet, tant que l'ennemi commun djihadiste perdure, cette contradiction paraît tenable (et encore). Mais une fois l'« État islamique » affaibli voir vaincu, cette alliance de circonstance hétéroclite et empreinte de méfiance pourrait ne pas durer bien longtemps. Les contentieux et les rancunes sont trop fortes de part et d'autres et il est possible que les Kurdes qui estiment payer le prix du sang face aux extrémistes plus que quiconque remettent la question de leur indépendance à l'ordre du jour.

Recep Tayyip Erdogan a récemment exprimé ses inquiétudes quant à l'autonomisation des régions kurdes de Syrie (30), en avant des frontières turques. Effectivement, l'existence de deux régions autonomes kurdes aux confins des régions kurdes de Turquie pourrait relancer les velléités autonomistes sinon indépendantistes en Anatolie, étant donné les difficultés de trouver un accord pérenne avec le PKK, dont le prestige semble renforcé par la participation active aux combats, en particulier à Kobané. Néanmoins, si le sentiment d'appartenance à une nation kurde s'est manifesté avec force à Kobané (participation limitée des Peshmergas d'Irak aux actions contre l'« État islamique », recrutements non négligeables dans les camps de réfugiés en Turquie, manifestations pro-kurdes et répression sanglante dans ce même pays en octobre 2014), la formation d'un État kurde est encore peu probable à court terme.

---

(26) Éléments d'information disponibles sur <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/irak/evenements-3710/article/irak-conference-internationale>.

(27) « Irak : mission impossible pour Haïdar al-Abadi? », RFI.fr, 9 septembre 2014, disponible sur <http://www.rfi.fr/moyen-orient/20140909-irak-une-mission-impossible-haidar-al-abadi-al-maliki-obama-hollande-etats-unis-france-kurdes-sunnites-ei/>.

(28) Voir *Accord entre le gouvernement irakien et le gouvernement de la région du Kurdistan d'Irak*, France diplomatie, 14 novembre 2014, disponible sur <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/irak/evenements-3710/article/irak-accord-entre-le-gouvernement-et-accord-entre-bagdad-et-le-kurdistan-autonome-sur-le-petrole>, Challenges.fr, 2, décembre 2014, disponible sur <http://www.challenges.fr/monde/20141202.REU1155/accord-entre-bagdad-et-le-kurdistan-autonome-sur-le-petrole.html>.

(29) Le Président du GRK Massoud Barzani souhaite un référendum sur la question, dont la date n'a pas encore été fixée.

(30) P. Lemerle, « La Turquie s'oppose à la création d'un Kurdistan à la frontière syrienne », *L'Express*, 27 janvier 2015, disponible sur [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/la-turquie-s-oppose-a-la-creation-d-un-kurdistan-a-la-frontiere-syrienne\\_1645143.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/la-turquie-s-oppose-a-la-creation-d-un-kurdistan-a-la-frontiere-syrienne_1645143.html).

L'état des régions kurdes de Syrie et la situation dans le pays sont tels que les acteurs politiques sont d'abord préoccupés par le renforcement de leur contrôle sur place, la refondation de cadres administratifs viables et l'expulsion définitive des combattants djihadistes de la zone (31). Les Kurdes d'Irak mesurent bien l'avantage qu'ils ont à contrôler leur propre région autonome (32), participent au gouvernement d'union nationale à Bagdad qui a pour principal objectif de lutte contre l'« État islamique » alors même qu'un bras de fer se profile à l'horizon avec ce même gouvernement sur les territoires conquis par les Kurdes dans leur lutte contre l'« État islamique » (33). Si la victoire de Kobané va certainement avoir un retentissement pan-kurde, les uns ou les autres ne sont pas prêts pour le moment à s'engager dans une lutte pour l'indépendance dans un contexte où la guerre est déjà partout. D'autant plus que les Kurdes demeurent politiquement divisés, et que dans la réalité il y a toujours plusieurs Kurdistan, bien que des convergences apparaissent du fait des interactions croissantes. Mais la question kurde et l'autonomie généralisée des régions kurdes au Moyen-Orient, prélude à un État indépendant éventuel, fait figure de *casus belli* pour la Turquie, membre de l'OTAN.

La situation est donc extrêmement complexe et imbriquée. Les États occidentaux n'ont que peu de prise sur celle-ci et leur marge de manœuvre est réduite. Les Kurdes de part et d'autre des différentes frontières prennent conscience qu'ils ne font plus partie du « brasier oublié » (34) du Moyen-Orient. Ils sont désormais au cœur d'une région en plein chaos de laquelle ressort deux données incontournables qui vont probablement structurer les évolutions à venir de la région :

- L'anti-terrorisme dans son sens le plus large et le plus global. La lutte contre l'« État islamique » dont la nature hybride, le projet politique, la richesse et la capacité de destruction et de nuisance sont inédits, nécessite l'élaboration d'une véritable stratégie politique et militaire d'échelle régionale et internationale. Le volet militaire, bien que déjà existant, manque de cohérence et ce en dépit d'une certaine efficacité des raids aériens. Cette lutte contre l'« État islamique » passe par le soutien au gouvernement central de Bagdad, soutien qui doit être doublé de pressions sur celui-ci afin que toutes les composantes de la population soient intégrées au jeu politique. De même, l'« État islamique » ne pourra être durablement affaibli si le *statu quo* demeure en Syrie. Tout l'enjeu réside dans le fragile équilibre à trouver entre fin de la guerre civile, transition politique, rétablissement d'une autorité légitime et « non oppressante » à la tête de l'État et dé-légitimation politique de l'« État islamique ». L'anti-terrorisme et la lutte contre l'« État islamique » dans la région nécessitent un volet militaire (dont l'approche pourrait d'ailleurs être amenée à évoluer) (35), mais aussi et surtout une véritable vision politique à long terme consistant à faire émerger des États polyethniques et multiconfessionnels équilibrés et véritablement représentatifs.
- La question kurde, comme démontrée tout au long de cette note, est en train d'acquérir ou de retrouver une certaine centralité. De fait, la zone de peuplement kurde est à cheval sur les territoires de deux pays arabes incontournables mais en voie de fragmentation que sont l'Irak et la Syrie, et sur celui de deux puissances régionales non arabes, l'Iran et la Turquie, dont les intérêts ont

(31) « La deuxième phase de notre résistance commence. Celle-ci va maintenant se concentrer sur les quelque 400 villages qui sont encore entre les mains de Daesh. C'est vers là que la bataille va se concentrer. Ces villages se trouvent à l'est, à l'ouest et au sud. », d'après Idriss Hassan, responsable des relations internationale pour le canton de la ville de Kobané : Voir « Kobané. La deuxième phase de la résistance kurde commence », *L'Humanité*, 28 janvier 2015, disponible sur <http://www.humanite.fr/kobane-la-deuxieme-phase-de-la-resistance-kurde-commence-564006>.

(32) D. Billion, « Reprise de Kobané par les forces kurdes : un espoir de voir Daesh reculer ? », IRIS, 29 janvier 2015, disponible sur <http://www.iris-france.org/reprise-de-kobane-par-les-forces-kurdes-un-espoir-de-voir-daesh-reculer/>.

(33) C. Roussel, « Les territoires kurdes d'Irak à l'heure du Daesh : nouvel enjeu frontalier », *Actuelles de l'IFRI*, disponible sur [http://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/roussel\\_final.pdf](http://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/roussel_final.pdf).

(34) H. Bozarslan, *Conflit kurde. Le brasier oublié du Moyen-Orient*, op. cit.

(35) M. Picard, « Daech : Obama n'exclut pas de déployer des troupes au sol », *Le Figaro*, 11 février 2015, disponible sur <http://www.lefigaro.fr/international/2015/02/11/01003-20150211ARTFIG00440-obama-demande-le-feu-vert-du-congres-contre-daech.php>.



tendance à sérieusement diverger ces dernières années, en particulier dans le contexte syrien (36). La posture que vont adopter les Kurdes dans chacun de ces pays et l'évolution des dynamiques kurdes transnationales vont être décisives pour l'évolution du Moyen-Orient, bien que difficiles à prévoir.

## | Patience stratégique

Dans un tel contexte géopolitique régional, les Occidentaux n'ont qu'une faible marge de manœuvre. Suivre aveuglément le « pan-kurdisme » sous l'effet d'un romantisme frelaté, parce que les Kurdes combattent l'« État islamique », conduirait à remettre en cause les frontières moyen-orientales issues de la négociation qui a suivi les accords Sykes-Picot. Paradoxalement, cela signifierait légitimer la mise en place d'un pseudo-califat sunnite sur le territoire actuellement contrôlé par l'« État islamique ». Mâtinée de « *nation-building* », une telle entreprise mettrait aussi en péril l'alliance avec la Turquie, membre de l'OTAN, dans une région où il faut conserver un certain nombre d'« actifs » géopolitiques. L'idée d'un « Grand Kurdistan » auquel de nombreux Kurdes continuent de penser n'est donc pas dans l'intérêt des Occidentaux, et ce bien que la question kurde, si longtemps éludée, ne peut plus être ignorée. L'heure n'est pas à un « grand arrangement », un tel projet ne pouvant que précipiter le chaos régional et alimenter la montée aux extrêmes. Ni la Turquie, ni l'Iran n'accepteront la remise en cause de leurs frontières induites par un quelconque Kurdistan unitaire.

Soutenir le gouvernement central de Bagdad dans la lutte contre l'« État islamique », conduire la Turquie à mettre fin à sa politique ambiguë et pousser les acteurs de la guerre civile en Syrie vers une recomposition inclusive de la scène politique, afin de marginaliser les éléments les plus extrémistes, semblent être les cartes à jouer pour les Occidentaux dans la présente conjoncture. Beaucoup de choses se joueront à Bagdad, dans la capacité des acteurs politiques irakiens – chiites, sunnites et kurdes – à identifier des points d'équilibre et à passer des compromis au niveau de la gouvernance de ce pays composite. En Syrie, l'actuel « pat » stratégique entre Damas et les différentes forces en rébellion contre le régime chiite-alaouite de Bachar Al-Assad ne laissent pas encore entrevoir de voie de sortie du conflit. *In fine*, les Occidentaux doivent soutenir Bagdad, contraindre leur alliés régionaux à plus de clarté, limiter leur action militaire régionale à l'anti-terrorisme et conserver plusieurs fers au feu. Il faut résister à l'esprit de système et s'appuyer sur ce qui existe. Patience et longueur de temps...

---

(36) Agence de Presse Azerie (APA), « Les intérêts contradictoires de la Turquie et de l'Iran dans le contexte de la crise syrienne », 28 novembre 2014, disponible sur <http://fr.apa.az/xeber-les-int-er-ets-contradictaires-de-la-turqu-23145.html>.